

L'Etat verse presque autant d'aides aux entreprises qu'il ne les taxe

Des journalistes subventionnés et appartenant à des médias dépendant d'aides publiques interrogent complaisamment des fonctionnaires, des professionnels de la politique ou du syndicalisme briguant des mandats d'élus.

Les discussions portent sur là où concentrer la lourde poigne de l'Etat, ou comment muscler encore plus ladite poigne. Il faut dire que l'économie française dépendant à 57% de l'Etat, nous avons encore une marge de progression vers le modèle Guyane (90% du PIB dépendant de l'Etat) qui garantit la prospérité. Bref, on ne peut pas dire que le point de vue libéral soit sur-représenté en cette période électorale. Voici un très bon exemple de coma étatique, illustré par un joli visuel de mes amis du collectif Antigone.

Vous avez bien lu. L'Etat prend aux entreprises 115 Mds€, d'impôt et leur en redonne 110 Mds€, en aides.

« J'aspire 115 et je recrache 110 ? Que 5 Mds€, perdus dans la pompe (1 petit kerviel). ? Pas mal, hein ? ? Voyons si nous ne pourrions pas aspirer 120 ou bien discutons des endroits où recracher les 110 ».

Voilà en gros, la teneur du débat affligeant auquel nous avons droit. Un esprit libéral primaire (pas néo-libéral, ni ultra-libéral) penserait à réduire les impôts pesant sur les entreprises de 95,5%. Comme 4,5% de 115 font 5,175, l'Etat conserverait ses 5 Mds€, évitant ainsi d'être asphyxié par une sauvage austérité. (Vous voyez, je ne suis pas féroce). En contrepartie, il faudrait évidemment supprimer les 6 000 aides et subventions.

Vous m'accorderez qu'avec une telle mesure la situation ne pourrait pas s'aggraver. Je ne parle même pas de supprimer les postes des fonctionnaires régissant les 6 000 aides. Ils pourraient aller à la pêche (bon pour le tourisme) ou dans les musées, au concert, au cinéma (bon pour la culture), enfin, ils feraient ce qu'ils voudraient, là n'est pas la question. La situation ne pourrait pas empirer et elle pourrait même s'améliorer, si vous y réfléchissez.

En allégeant les taxes pesant sur toutes les entreprises, vous leur rendez leurs bénéfices et donc de la trésorerie. Comme elles gagnent de l'argent, elles en gagneront plus en embauchant, en investissant, en utilisant les bénéfices qu'on ne leur aura pas pris au mieux de leur intérêt (puisqu'elles ont démontré qu'elles savent le faire). Imaginez aussi, le déferlement d'entreprises étrangères souhaitant s'implanter dans une France taxant les sociétés à 1,50% ! Quant aux entreprises qui perdent de l'argent, évidemment, elles ne payent pas d'impôts. Certaines reçoivent des aides et des subventions, d'autres non. Les premières, zombifiées, qui survivaient avec l'argent des autres, vont mourir définitivement. Mais leurs employés devraient rejoindre les entreprises qui savent gagner de l'argent. Et croyez-moi, l'ambiance de travail est beaucoup plus agréable dans une entreprise qui gagne de l'argent que dans une entreprise qui en perd.

Le chômage ne semble pas être une fatalité mondiale. Beaucoup de nos voisins (Danemark,

Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, Norvège, Irlande, Belgique, Suède, Pologne, Autriche, Finlande) connaissent un chômage inférieur au nôtre. Pour le moment, seules les solutions étatiques sont avancées pour lutter contre le chômage en France. Il paraît qu'on a tout essayé Tout, sauf ce qui marche. Pourquoi ne pas essayer ? Parce que la Parasitocratie et le capitalisme de copinage se nourrissent des 6 000 subventions et aides et n'ont aucun intérêt à leur disparition Voilà pourquoi nous allons nous enfoncer dans le coma étatique. On attend la réanimation mais je ne vois rien dans la brochette électorale.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit